



Meuse : le clivage démographique est/ouest se confirme

Le département de la Meuse a perdu des habitants pendant plus de 40 ans. Désormais, cette hémorragie semble stoppée et la population s'élève à 194 000 habitants en 2008. Cependant, depuis 1999, l'évolution démographique des communes permet de dégager deux tendances qui s'opposent. Sur la façade est du département et dans le sud du Barrois, la population se renouvelle et augmente avec l'arrivée de jeunes couples avec enfants en provenance des départements voisins et à la recherche d'un cadre de vie qui correspond à leurs attentes. Leur installation génère des besoins en logements, provoquant une forte augmentation de la construction neuve depuis 2000. Plus actifs que la population stable, beaucoup occupent un emploi hors de la Meuse, mais y apportent des revenus dont bénéficie l'économie locale. Les naissances de leurs enfants engendrent un accroissement du solde naturel. À l'inverse, à l'ouest du département, la population diminue au fil des ans ; les jeunes partent vivre ailleurs, d'où un solde migratoire qui demeure négatif et les nouveau-nés de moins en moins nombreux ne permettent pas de dégager un solde naturel positif. Seule la population âgée reste, renforcée par l'accueil d'autres personnes âgées au sein d'établissements spécialisés. À ce clivage démographique répond un clivage économique, avec à l'est le développement d'une "base résidentielle" alors que l'ouest doit reposer sur sa "base productive". Les enjeux y sont différents. À l'est, il s'agit de transformer cet apport de revenus extérieurs en emplois dans l'économie résidentielle du territoire, voire d'amorcer un cercle vertueux d'économie productive. À l'ouest, préserver une base productive fragile est essentiel au développement économique endogène et à une fixation, voire un renouvellement de la population.



Au 1^{er} janvier 2008, la population de la Meuse est estimée à 194 000 habitants. Département rural par excellence avec 31 habitants au km² (99 en moyenne en Lorraine, 113 en France), il ne compte que deux communes de plus de 10 000 habitants : Bar-le-Duc avec 16 002 habitants et Verdun avec 19 147 en 2007 mais qui ont toutes deux perdu de la population depuis 1999,

respectivement 937 et 477 habitants. Ce sont les pertes les plus importantes dans le département sur cette période, mais d'autres communes ont également enregistré de fortes diminutions de population : Ligny-en-Barrois (-472 habitants), Revigny-sur-Ornain (-454) et Saint-Mihiel (-435). La perte d'habitants à Verdun est cependant compensée par les gains des communes avoisinan-

tes, notamment Thierville-sur-Meuse (+403), et s'explique pour partie par les modifications de prise en compte de la population militaire (voir encadré Source).

27 communautés de communes (CC) structurent le département au 1^{er} janvier 2010. Il convient d'y ajouter la commune de Boulogny, rattachée à la CC de Landres avec d'autres communes de Meurthe-et-Moselle, et 15 communes n'appartenant à aucune CC, et dont l'ensemble de la population s'élève à 2 455 habitants (soit seulement 1,3% de la population totale du département).

L'évolution démographique 1999-2007 de la Meuse confirme le clivage est-ouest déjà envisagé quelques années auparavant. L'analyse sociodémographique de deux zones schématiques, se partageant les 500 communes meusiennes, montre les destins séparés de ces deux ensembles.

Ainsi, depuis 1999, un groupe de communautés de communes (groupe "est") a vu prospérer sa population et gagné au total 4 600 habitants, alors que de l'autre côté du département (groupe "ouest"), les communes dans leur ensemble ont perdu 2 900 habitants.

Cependant, à l'intérieur des groupes, quelques CC font exception, mais avec des évolutions relativement faibles : la CC du Val de Meuse et de la Vallée de la Dieue, affectée au groupe "est", a perdu 22 habitants entre 1999 et 2007 ; à l'inverse, dans le groupe "ouest", les CC de Triaucourt-Vaubécourt, Entre Aire et Meuse, et Montfaucon-Varennes-en-Argonne ont respectivement gagné 13, 26 et 51 habitants sur la même période.

Deux profils pour un département

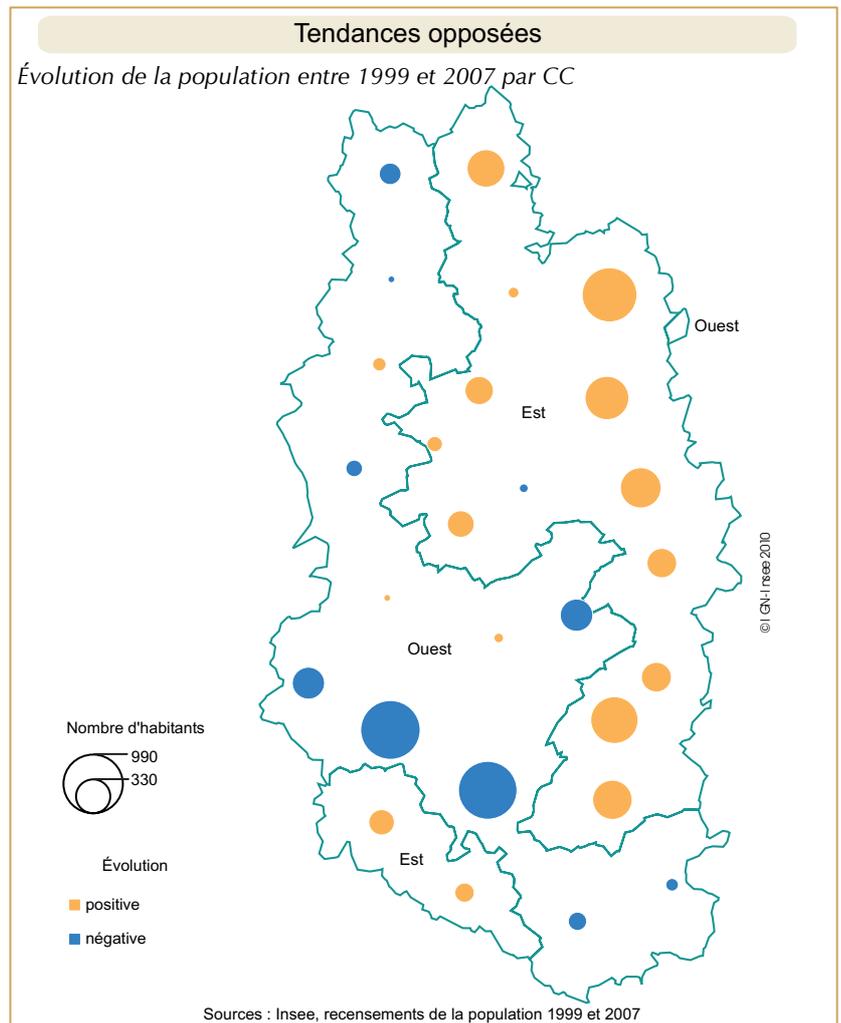
Loin des zones de croissance démographique du sud et de l'ouest de la France, le département de la Meuse n'échappe pas à la morosité générale du nord et de l'est de l'Hexagone. Néanmoins, après des décennies de pertes de population, la Meuse confirme sa légère reprise (+1 700 habitants en 8 ans).

Toutefois l'analyse sociodémographique des deux groupes de communes montre qu'à l'instar des évolutions de population, au sein du département, deux profils de résidents s'opposent eux aussi, et s'éloignent l'un de l'autre au fil du temps.

Si le groupe "est" semble profiter du dynamisme du Sillon mosellan et des pays frontaliers (Belgique et Luxembourg), notamment dans les CC de la façade est du département, le groupe "ouest" au contraire se laisse entraîner dans la déprime environnante. Il est en effet entouré de trois départe-

ments en perte de vitesse : la Haute-Marne (-4% de population entre 1999 et 2007), les Ardennes (-2%) et les Vosges (-0,2%). La Haute-Marne et les Ardennes sont les deux départements français qui enregistrent les plus fortes baisses de population depuis 1999.

Dans l'environnement du groupe "ouest", seul le département de la Marne est en croissance (+0,02%), mais il s'agit du taux de croissance le plus faible parmi tous les départements français qui connaissent une hausse de leur population.

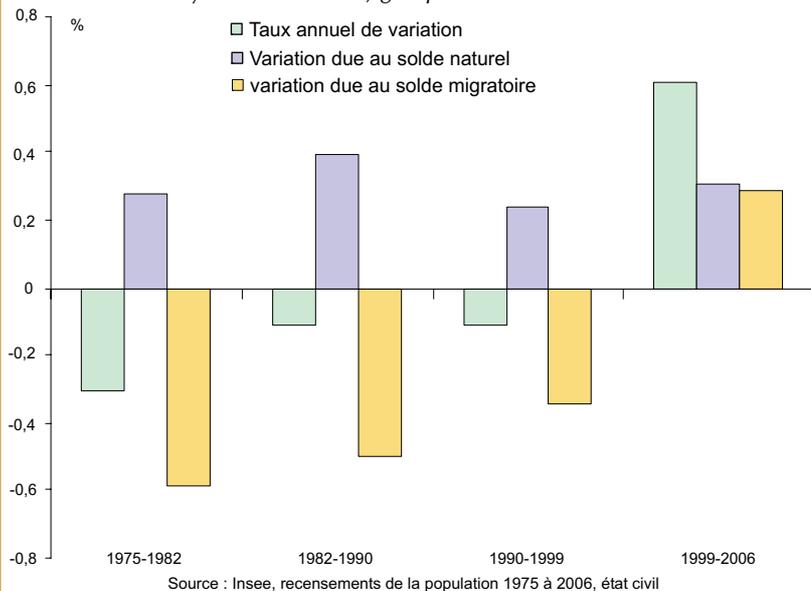


Répartition des communes en deux groupes, aux destinées opposées

Pour les besoins de l'étude, les communes meusiennes ont été réparties dans deux groupes, selon les grandes tendances d'évolution de population des communautés de communes (CC) auxquelles elles sont rattachées. Ainsi le groupe "est" comprend les CC en augmentation de population entre 1999 et 2007, principalement celles de la façade est du département, auxquelles s'ajoutent la CC de la Saulx et du Perthois et la CC de la Haute Saulx, dont les caractéristiques sont plus proches de ce groupe que de celles des CC de la façade ouest. Le groupe "ouest" rassemble les CC dont la population a baissé depuis 1999. Les 15 communes n'appartenant à aucune CC, ainsi que Boulogny, ont été associées, pour cette étude, au groupe "ouest" qui comprend au total 241 communes et 91 827 habitants au 1^{er} janvier 2007. À cette même date, 102 135 personnes résident dans les 259 communes du groupe "est".

Soldes naturel et migratoire positifs dans le groupe «est»

Taux annuels moyens de variation, groupe "est"



Renouvellement de la population dans le groupe «est»

Le nombre de résidents du groupe «est» s'est accru de 4,3% entre 1999 et 2006, résultat conjugué des mouvements des populations, attirées vers le nord de la Lorraine, et de l'étalement de la périurbanisation autour du Sillon mosellan.

Alors que le solde migratoire y était négatif depuis des décennies, il est désormais positif (+0,3% en moyenne annuelle sur la période 1999-2006). Ce groupe de CC a gagné au total 720 habitants dans ses échanges migratoires avec les autres régions, réduisant par la même occasion le déficit migratoire de l'ensemble du département.

Composition des groupes «est» et «ouest»

Communauté de communes	Nombre de communes	Population 1999	Population 2007	Évolution 1999-2007
Total Meuse	500	192 261	193 962	1 701
CC de Meuse - Voie Sacrée	18	3 438	3 640	202
CC du Pays de Spincourt	21	4 594	5 434	840
CC de la Région de Damvillers	20	2 561	2 594	33
CC du Canton de Fresnes-en-Woëvre	32	4 427	4 891	464
CC du Pays de Commercy	9	11 520	12 144	624
CC de la Saulx et du Perthois	18	9 830	10 014	184
CC de la Haute Saulx	14	2 632	2 739	3107
CC du Pays d'Étain	26	7 146	7 682	536
CC du Pays de Montmédy	25	6 792	7 193	401
CC du Pays de Vigneulles-lès-Hattonchâtel	11	3 277	3 524	247
CC de Verdun	5	23 697	23 764	67
CC de la Petite Woëvre	14	1 940	2 192	252
CC de Charny-sur-Meuse	20	5 253	5 479	226
CC de Void-Vacon	18	5 052	5 491	439
CC du Val de Meuse et de la Vallée de la Dieue	8	5 376	5 354	-22
Total groupe «est»	259	97 535	102 135	4 600
CC du Bassin de Landres (Boulogny)	1	2 816	2 740	-76
CC de Bar-le-Duc	15	27 545	26 558	-987
CC du Sammiellois	18	9 577	9 280	-297
CC du Centre Argonne	15	4 569	4 491	-78
CC de Revigny-sur-Ornain	16	7 844	7 553	-291
CC du Centre Ornain	12	10 123	9 166	-957
CC du Pays de Stenay	19	6 261	6 128	-133
CC entre Aire et Meuse	22	2 057	2 083	26
CC de Triancourt-Vaubécourt	24	4 308	4 321	13
CC du Val des Couleurs	20	5 055	5 010	-45
CC du Val Dunois	22	4 133	4 120	-13
CC de Montfaucon-Varennes-en-Argonne	23	2 941	2 992	51
CC du Val d'Ornois	19	5 026	4 930	-96
Communes hors CC	15	2 471	2 455	-16
Total groupe «ouest»	241	94 726	91 827	-2 899

Sources : Insee, recensements de la population 1999 et 2007

La quasi-absence de filières d'enseignement supérieur continue certes à faire perdre au département un certain nombre de jeunes entre 15 et 25 ans (-700 en cinq ans). En revanche les mouvements migratoires contribuent à l'augmentation, dans le groupe "est", d'une population de jeunes adultes, en particulier ceux âgés de 25 à 39 ans (+980), qui amènent avec eux des enfants en bas âge, ou qui les mettent au monde en Meuse.

De nombreuses naissances dans le groupe "est"

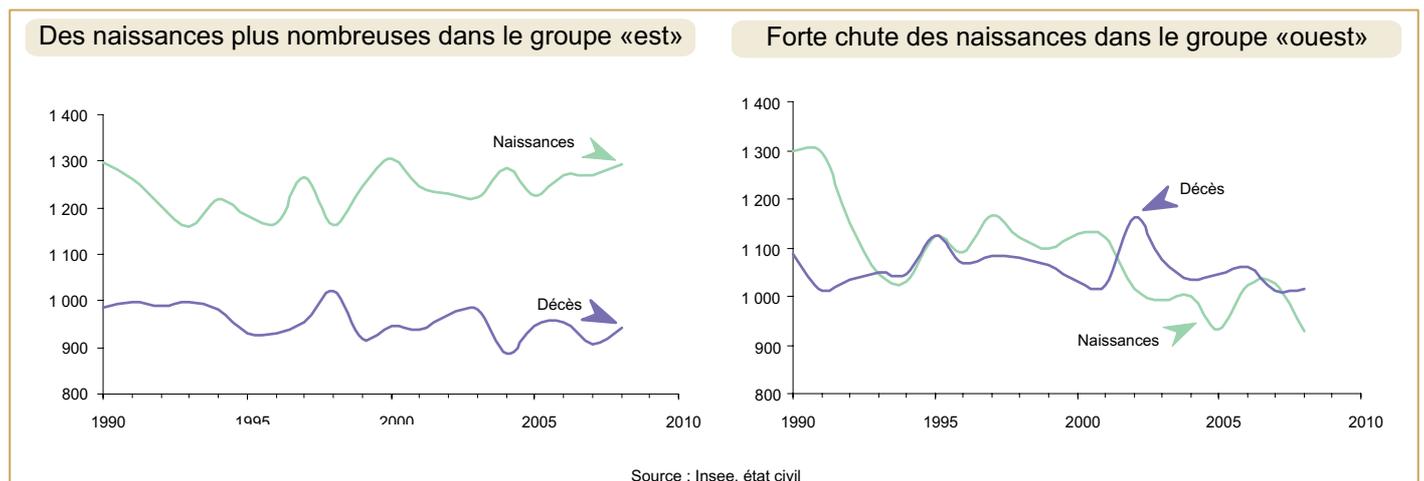
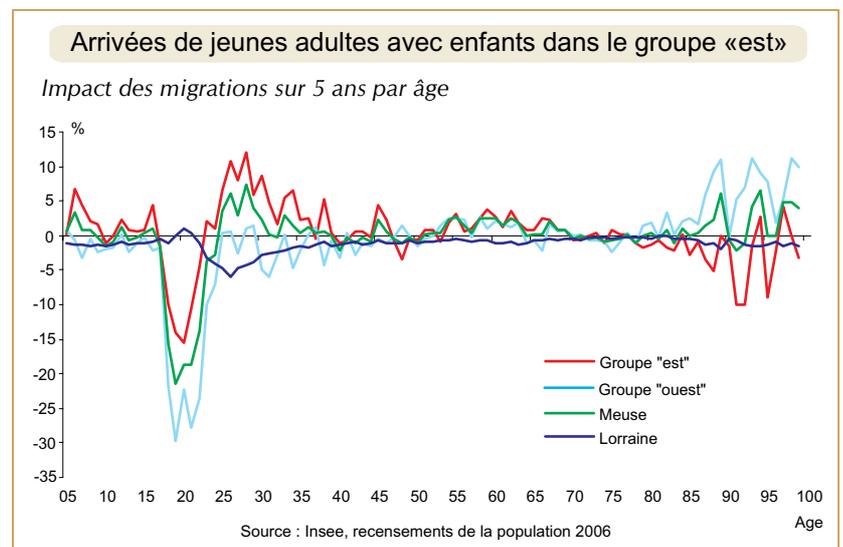
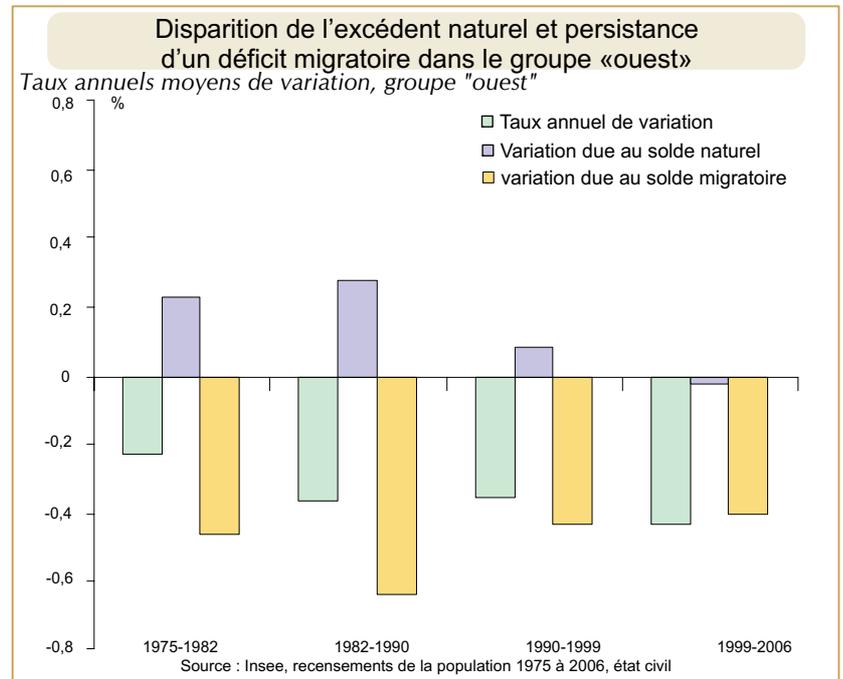
Conséquence des classes creuses des générations qui ont connu la deuxième guerre mondiale, dans le groupe "est", les décès sont aujourd'hui moins nombreux (940 en 2008) qu'ils ne l'étaient au début des années 1990 (990). Ce phénomène, cumulé aux nombreuses naissances enregistrées dans les communes de ce groupe (1 290 en 2008), génère un solde naturel plus important que lors de la décennie 1990. Par conséquent, en 2008, les communes du groupe "est" ont gagné 350 habitants par le simple fait des mouvements naturels.

Ce solde naturel positif vient s'ajouter au solde migratoire avantageux pour ce groupe de CC. Le taux de variation moyen annuel dû au solde naturel s'élève lui aussi à +0,3% en moyenne entre 1999 et 2006, et ce sont au total 2 180 bébés qui sont venus augmenter la population du groupe (différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès) sur cette période. Cette croissance se poursuit, et en

trois ans (de 2006 à 2008), l'état civil a à nouveau enregistré un solde naturel positif de 1 030 individus. Après la baisse observée sur la période 1990-1999, le solde naturel semble reprendre son rythme de croissance des années 1980.

Installation d'anciens voisins dans le groupe "est"

15% des habitants âgés de 5 ans ou plus ne résidaient pas dans les CC du groupe "est" cinq ans auparavant, soit



13 520 personnes ; plus de la moitié (7 750), proviennent du reste de la Lorraine. Dans l'autre sens, 7 100 habitants du groupe "est" l'ont quitté sur la même période. Dans ce jeu des échanges migratoires, c'est avec la Champagne-Ardenne (+700 personnes) et le reste de la Lorraine (+650) que les gains de population sont les plus importants, mais le solde migratoire est également positif avec la région Nord-Pas-de-Calais (+180) et l'Île-de-France (+60). À l'inverse, les échanges sont déficitaires avec les régions du sud et de l'ouest de la France, mais aussi avec Rhône-Alpes et de façon beaucoup moins marquée avec l'Alsace (-30 personnes).

Les plus importants gains de population proviennent des aires urbaines voisines : Saint-Dizier (+580 habitants), Metz (+170), Toul, Thionville, Pont-à-Mousson (entre 50 et 100 habitants chacune). La CC de la Saulx et du Perthois et celle de la Haute-Saulx ont accueilli à elles deux 840 personnes en provenance de l'aire urbaine haut-marnaise ; 110 personnes ont effectué le mouvement opposé, mais le bénéfice de ces migrations pour ces CC s'élève 730 habitants supplémentaires.

Cependant, le groupe "est" est déficitaire dans ses échanges avec les aires urbaines de Nancy (-330 personnes en cinq ans), et de Reims (-90). Les nombreux départs de jeunes sont sans doute à l'origine de ces déficits.

Accélération de la construction neuve dans le groupe "est"

Si la construction de logements s'est accrue dans les deux groupes de communes depuis le milieu des

années 1990, elle s'est nettement amplifiée dans le groupe "est" à partir du tournant du siècle passant de 370 en 2000 à 810 en 2006. Preuve également que les logements anciens actuellement vacants ne correspondent plus aux exigences des nouveaux ménages.

Le nombre de résidences principales a de fait augmenté de plus de 10% depuis 1999. Toutefois, le rythme de la construction neuve s'est ralenti ces dernières années dans les deux groupes pour n'atteindre plus en 2008 que 550 logements neufs bâtis dans le groupe "est", et 270 dans l'autre groupe qui avait atteint son maximum en 2007, avec 480 constructions.

De nouveaux habitants dans le groupe "est", plus jeunes et plus actifs

Près de la moitié (48%) des nouveaux arrivants sont âgés de 25 à 39 ans, alors que 20% seulement de la population stable (voir encadré Source) se situent dans cette tranche d'âge. À l'opposé, 24% de la population qui habitait déjà dans les CC du groupe "est" cinq ans auparavant, sont âgés de 65 ans ou plus, contre 5% seulement parmi les immigrants (voir encadré Source) dans ce groupe.

De fait, les nouveaux habitants du groupe "est" sont bien plus actifs (74%), que la population stable (54%), qui compte près d'un tiers de retraités. Parmi ces immigrants, la proportion de chômeurs est aussi relativement plus élevée (9%) que dans la population stable (6%). Les nouveaux résidents qui ont un emploi, sont principalement employés (28%), occupent des professions in-

termédiaires (15%) ou sont ouvriers qualifiés (11%). La présence de cadres et professions intellectuelles supérieures est également plus marquée parmi les immigrants récents (8,2%) que parmi le reste de la population (3,6%).

Au sein de la population arrivée depuis moins de 5 ans, 35% travaillent dans les communes du groupe "est", soit presque la même proportion que dans la population stable (34%). En revanche, 29% occupent un emploi hors de ces communes, et viennent augmenter la population des navetteurs (voir encadré Source), faisant passer leur nombre de 9 800 chez les "stables", à 13 500 pour l'ensemble de la population de ce groupe (soit +3 700).

Accroissement de l'économie résidentielle

L'arrivée de population nouvelle, plus souvent active, vient donc renforcer le pouvoir économique au sein de ce groupe "est". Attirée par des logements plus spacieux et moins onéreux que dans les zones de résidence antérieure, même si elle est en majorité locataire (64% contre 27% dans la population dite stable), elle accroît le caractère résidentiel de l'économie meusienne.

Ces nouveaux Meusiens apportent certes des moyens mais viennent aussi avec leurs besoins, notamment en matière de services et d'infrastructures : garde d'enfants, écoles, équipements et activités de loisirs, commerces et services de proximité, réseaux routiers, voies ferroviaires...

De nouveaux arrivants plus jeunes que la population stable dans le groupe "est"

Tranche d'âge	Nouveaux arrivants (1)		Stables		Population totale	
	Nombre	Répartition (%)	Nombre	Répartition (%)	Nombre	Répartition (%)
15 à 24 ans	3 040	24,5	9 660	13,8	12 700	15,5
25 à 39 ans	5 880	47,5	14 250	20,4	20 130	24,5
40 à 54 ans	2 050	16,6	19 260	27,6	21 310	25,9
55 à 64 ans	830	6,7	10 060	14,4	10 890	13,3
65 ans ou plus	580	4,7	16 580	23,7	17 160	20,9
Ensemble	12 380	100,0	69 810	100,0	82 190	100,0

(1) Personnes ne résidant pas dans la zone 5 ans auparavant, y compris celles venant des Collectivités d'Outre Mer ou de l'étranger

Champ : personnes âgées de 15 ans ou plus

Source : Insee, recensement de la population de 2006

Sur les 70 000 emplois fournis par l'ensemble des entreprises meusiennes, 91% sont occupés par des actifs résidant en Meuse, mais cela n'empêche pas 14 500 actifs meusiens (soit 19% de la population active occupée) de franchir chaque jour les frontières départementales pour aller travailler notamment en Meurthe-et-Moselle (4 300), Haute-Marne (2 800) ou Moselle (1 500). Ils n'étaient que 15% en 1999 et 11% en 1990. Parmi eux, les migrants-alternants (voir encadré Source) du groupe "est" parcourent en moyenne 46 km pour se rendre à leur travail, alors que ceux qui ont un emploi au sein des communes de ce groupe n'effectuent que 12 km pour la même cause.

Les échanges quotidiens d'actifs entre les groupes "est" et "ouest" restent limités, soit moins d'un actif sur 10 pour chacun des deux grou-

pes : 3 700 de "l'est" vers "l'ouest" ; 3 300 dans l'autre sens.

Plus de 80% des travailleurs frontaliers meusiens (2 700 en 2006 ; 1 600 en 1999) résident dans les communes du groupe "est", où ils représentent 5% de la population active ayant un emploi, et plus précisément dans les CC du Pays de Montmédy et du Pays de Spincourt. Là, le travail frontalier concerne 1 200 et 600 actifs ayant un emploi (soit respectivement 45% et 27% des actifs occupés).

En 2006, 2 200 résidents du groupe "est" se rendent chaque jour de l'autre côté des frontières, dont 1 300 en Belgique et 900 au Luxembourg, pour gagner leur lieu de travail, en partie pour pallier le déficit d'emplois locaux. Pour certains, ces navettes sont la conséquence de leur choix de localisation de résidence.

Plus d'actifs dans le groupe "est"

En 2006, 87 700 actifs vivent en Meuse, dont 46 800 dans le groupe "est". Nul doute que l'apport de nouvelle population ait contribué à l'augmentation importante du nombre d'actifs à l'intérieur de ce groupe de CC depuis 1999 (+13%). Même en tenant compte du fait que désormais les personnes ayant une double situation (comme les étudiants ou les retraités ayant un emploi) sont comptabilisées parmi les actifs occupés, l'augmentation est remarquable par rapport à celle enregistrée dans le groupe "ouest" (+2% seulement), ou en moyenne au sein de la Lorraine (+7%).

Le taux d'activité des hommes est par ailleurs plus élevé dans le groupe "est" (78%) que dans le groupe "ouest", en moyenne Lorraine ou France (entre 75% et 76% chaque). L'activité y est en particulier beaucoup plus fréquente chez les hommes jeunes, âgés de moins de 30 ans.

Taux de chômage désormais supérieur à 10%

Au 31 décembre 2008 en Meuse, 7 000 demandeurs d'emploi étaient inscrits au Pôle emploi (3 700 dans le groupe "est" et 3 300 dans le groupe "ouest"). Comme dans beaucoup d'autres départements, leur nombre

Le laboratoire souterrain de Bure

L'Andra (Agence Nationale pour la gestion des Déchets RadioActifs), implantée à la limite des départements de la Meuse et de la Haute-Marne, exploite un laboratoire souterrain situé sur la commune meusienne de Bure. Cet instrument scientifique rare dans le monde est actuellement un des plus gros contribuables de la Meuse.

Fin 2012, un rapport scientifique et technique présentera le projet de stockage géologique, avec une proposition d'implantation. Ce rapport sera suivi d'un débat public, qui sera un élément déterminant pour la suite.

L'extension des activités de ce site pourrait alors attirer des entreprises à haute technologie, ce qui serait un atout dans un secteur où les emplois, et a fortiori les emplois hautement qualifiés, font défaut.

Déjà, le site représente 300 personnes et pendant un siècle, 700 à 1 000 personnes (Andra et sous-traitants directs) seraient nécessaires à l'exploitation du projet. Ceci impliquerait non seulement de prévoir la vie de familles en conséquence dans un environnement proche, mais aussi des moyens de transport pour les personnes et les marchandises, le tout s'intégrant dans un projet de territoire. Les travaux de stockage débuteraient en 2017.

Plus de cadres, professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires et employés parmi les nouveaux arrivants du groupe «est»

Catégorie socioprofessionnelle	Nouveaux arrivants (1)		Stables		Population totale	
	Nombre	Répartition (%)	Nombre	Répartition (%)	Nombre	Répartition (%)
Agriculteurs exploitants	30	0,2	1 910	2,7	1 940	2,4
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	340	2,8	2 010	2,9	2 350	2,9
Cadres et prof. intellectuelles supérieures	1 000	8,2	2 510	3,6	3 500	4,3
Professions intermédiaires	1 830	15,0	6 890	9,9	8 720	10,6
Employés	3 380	27,7	11 730	16,8	15 110	18,4
Ouvriers qualifiés	1 390	11,4	7 130	10,2	8 520	10,4
Ouvriers non qualifiés	800	6,6	4 750	6,8	5 560	6,8
Ouvriers agricoles	90	0,7	510	0,7	600	0,7
Retraités	1 080	8,9	19 460	27,9	20 540	25,0
Étudiants et élèves	940	7,7	4 910	7,0	5 850	7,1
Autres inactifs	1 320	10,8	8 030	11,5	9 350	11,4
Ensemble de la population de 15 ans ou plus	12 200	100,0	69 840	100,0	82 040	100,0

(1) personnes ne résidant pas dans la zone 5 ans auparavant, y compris celles venant des Collectivités d'Outre Mer ou de l'étranger

Champ : population de 15 ans ou plus

Source : Insee, recensement de la population 2006

s'est accru fortement entre fin 2007 et fin 2008 : +8,7% dans le groupe "est" et +7,9% dans le groupe "ouest".

Depuis 2005, le taux de chômage de la Meuse est plus élevé que la moyenne régionale et dépasse le seuil emblématique des 10% de la population active depuis le deuxième trimestre 2009 (10,3% au 3^{ème} trimestre 2009). Il est presque rattrapé cette fois par le département de la Moselle (10,1%) qui a subi la plus forte augmentation sur la dernière année (+2,8 points entre 2008 et 2009), et légèrement dépassé par les Vosges (10,5%). Seule en Lorraine, la Meurthe-et-Moselle se situe encore au-dessous de ce seuil (9,2%).

Dépression démographique dans le groupe "ouest"

Le groupe "ouest" a perdu 2,9% de sa population depuis 1999. Il conjugue à la fois un solde naturel légèrement négatif (un peu plus de

décès que de naissances) et un solde migratoire négatif, à l'opposé du groupe "est".

Le solde naturel, qui était en décroissance mais tout de même positif au cours des années 1990, est passé depuis 2002 en dessous de zéro dans ce groupe de communes, conséquence directe du manque de naissances. En nombre aussi élevé que dans le groupe "est" en 1990 (1 300), les nouveau-nés sont devenus de moins en moins nombreux : 930 seulement ont vu le jour dans les communes du groupe "ouest" en 2008.

Quant au solde migratoire, il est relativement stable mais déficitaire depuis plus de 30 ans dans ces communes.

En cinq ans, le groupe "est" a perdu 1 810 jeunes de 15 à 25 ans. Une grande partie d'entre eux sont allés s'installer dans l'aire urbaine de Nancy avec laquelle le groupe est déficitaire dans ses échanges migratoires (-840 personnes en cinq ans), ou dans d'autres aires urbaines en

France, sans doute pour y poursuivre des études dans des filières d'enseignement supérieur, peu nombreuses en Meuse, ou pour y trouver un premier emploi.

Les mouvements migratoires entre les communes du groupe "ouest" et les communes extérieures font baisser dans la population locale le nombre de personnes occupant des professions intermédiaires et le nombre de cadres. Ces deux catégories sociales perdent respectivement 380 et 110 personnes à l'issue des échanges de population sur 5 ans.

Le groupe "ouest" attractif pour les personnes âgées

Il existe cependant deux tranches d'âge pour lesquelles le solde migratoire est positif dans le groupe "ouest" : les 55-64 ans (+160 personnes) et les 75 ans et plus (+120 personnes). L'ensemble des mouvements migratoires renforce donc le poids déjà important des personnes âgées (65 ans ou plus) dans l'ensemble de la population de ce groupe, et s'il n'y a pas de changement dans les années à venir, le phénomène va s'amplifier avec l'arrivée dans cette tranche d'âge des personnes nées lors du baby-boom d'après-guerre. Au-delà des frontières départementales, c'est tout un secteur couvrant l'Argonne, le sud des Ardennes et la plaine de la Marne qui compte une surreprésentation des personnes de 65 ans et plus.

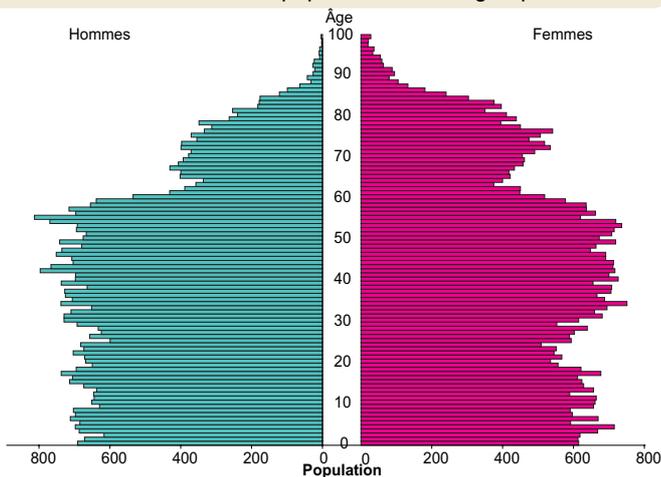
3 400 emplois dans la Défense

En 2006, l'armée employait 3 380 personnes en Meuse, dont 190 civils, soit près de 5% des emplois proposés dans le département. Tous les établissements militaires meusiens sont situés dans les CC du groupe "est" où ils représentent près de 10% des emplois. Mais les projets de restructuration prévoient la suppression d'ici 2011 de 1 100 emplois sur l'ensemble des sites de Commercy (-850), Thierville-sur-Meuse (-240), Étain et Verdun. À Commercy, celle-ci ne pourra toutefois intervenir que si une solution équivalente en termes d'emploi est trouvée.

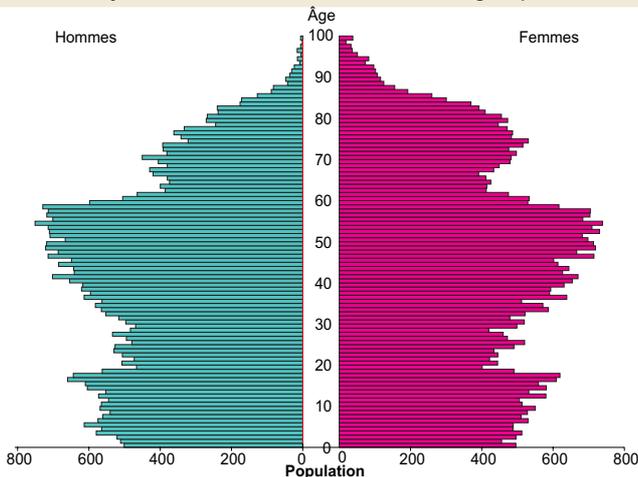
De même les diminutions d'effectifs de certains sites aujourd'hui situés en Moselle, voire leur délocalisation, auront aussi des répercussions sur la population des franges est de la Meuse, où logent des familles de militaires.

C'est donc pour partie une population de jeunes ménages meusiens, souvent avec enfants, qui va être touchée par l'ensemble des plans de réorganisation de la Défense. Les conséquences dépendront des mesures mises en place pour accompagner ces restructurations.

Renouvellement de la population dans le groupe "est"



Déficit de jeunes adultes et d'enfants dans le groupe "ouest"



Source : Insee, recensement de la population 2006

La présence, sur le territoire du groupe "ouest", d'établissements pour personnes âgées (maisons de retraite, foyers-logements, ou unités de soins longue durée) permet d'accueillir environ 1 450 personnes, soit un tiers de plus que dans les CC du groupe "est". Cela explique l'arrivée de population aux âges les plus élevés.

Par ailleurs, les personnes âgées de 55 ans ou plus qui migrent, n'ont en général plus d'enfant à charge, ou leurs enfants ne sont plus en âge de les suivre. Ces immigrants n'entraînent donc pas avec eux de population jeune, si bien que la pyramide des âges du groupe "ouest", où le nombre de personnes âgées est peu supérieur à celui du groupe "est" (soit respectivement 17 570 et 17 160 personnes de 65 ans ou plus) reflète un fort déficit chez les moins de 35 ans, qui s'aggrave au fil du temps avec l'émigration.

De nombreux logements vides, témoins du manque d'attractivité du groupe "ouest"

En 2006, 15% des logements du groupe "ouest" sont inoccupés ou presque : 9% d'entre eux sont vancants, les autres sont soit des rési-

dences secondaires, soit des logements occasionnels. Ce taux est en augmentation d'un point par rapport à 1999, et surtout, il est supérieur de 3 points à celui observé dans l'autre groupe. Ce sont donc près de 4 300 logements laissés totalement vides suite au départ de leurs occupants, qui n'ont pas trouvé preneur par la suite.

Le peu d'attractivité démographique constatée du groupe "ouest" est encore amplifiée par son éloignement aux équipements de proximité, dans le domaine de la santé en particulier (sauf pour les personnes âgées ou handicapées), mais aussi dans les services publics et les commerces.

Enfin, ces communes étant plus éloignées notamment de la Belgique et du Luxembourg et des voies d'accès permettant de s'y rendre, le travail frontalier y est peu répandu : 500 travailleurs seulement font la navette jusqu'à l'autre côté des frontières (soit 1% seulement de la population active occupée).

Espérance de vie inférieure en Meuse

Les deux groupes de communes meusiennes conservent cependant quelques caractéristiques identiques.

Comme dans les autres départements français, la taille des ménages ne cesse de diminuer depuis plusieurs décennies. Elle est en moyenne en 2006 de 2,3 personnes par ménage, contre 2,5 en 1999 avec une légère particularité dans le groupe "est" où elle s'élève à 2,4 personnes.

La majorité des Meusiens (59%) comme des Lorrains (58%) vivent en couple. Seule une petite surreprésentation des personnes vivant seules est à noter dans le groupe "ouest" (32,4% des ménages, contre 30,7% dans le groupe "est"). Une situation liée au nombre des personnes se situant dans les âges les plus élevés, qui comprennent beaucoup de veuves et quelques veufs.

Mais surtout, la baisse de la mortalité ne doit pas faire oublier que l'espérance de vie progresse moins vite dans le département de la Meuse que dans les autres départements lorrains. Ainsi, en 2006, l'espérance de vie des hommes est de 75,5 ans (soit 7 mois de moins qu'en Lorraine et 1 an et 10 mois de moins qu'en France). De même celle des femmes se situe à 81,9 ans en Meuse (soit 1 an de moins qu'en Lorraine et 2 ans et 2 mois de moins qu'en France).

Des logements plus vastes

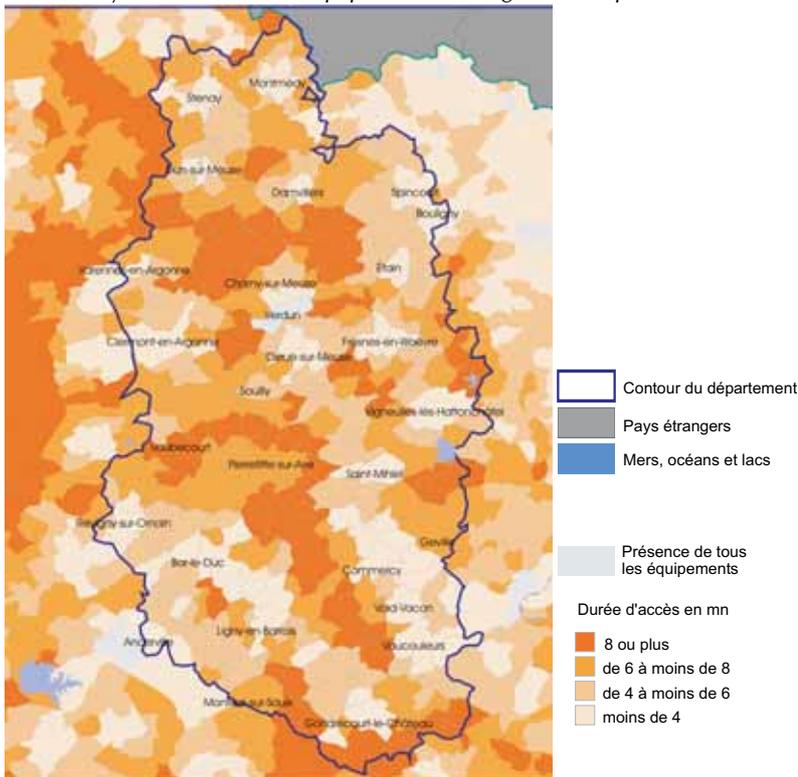
Particularité rurale, 75% des Meusiens résident dans des maisons individuelles (contre 59% en Lorraine et 56% en France), souvent plus spacieuses qu'ailleurs. Les trois quarts d'entre elles comptent 4, 5, 6 pièces ou plus. Par comparaison, la moitié des Français seulement vivent dans des logements de cette taille.

65% des personnes qui habitent en Meuse sont propriétaires de leur logement. Seul le nombre de locataires du secteur privé est supérieur de 2% dans le groupe "est" par rapport au groupe "ouest". Cette différence est reportée sur le nombre de locataires HLM.

Les Meusiens déménagent moins souvent que les Français en général : 38% logent dans leur résidence depuis plus de 20 ans (30% en France, 35% en Lorraine). Même si cette situation est un peu moins fréquente dans le groupe "est", elle l'est davantage que dans la moyenne régionale.

Équipements éloignés pour les résidents du groupe "ouest"

Durée moyenne d'accès aux équipements de la gamme de proximité



Source : Insee, BPE 2008 ; INRA UMR1041 CESAER, Distancier Odometrix

Vers un clivage est/ouest renforcé

La population meusienne estimée à 194 000 habitants en 2008 a-t-elle atteint un plancher avant de connaître une croissance lors des années à venir, ou est-elle sur un palier avant une nouvelle baisse ? Les résultats encourageants observés depuis 1999 qui annoncent une stabilisation du nombre d'habitants, voire une légère hausse, sont encore trop récents pour répondre à cette question cruciale.

Pour autant, dans l'hypothèse de prolongation des comportements récents de fécondité, mortalité et migrations, les Meusiens seraient au nombre de 196 000 en 2030, soit une évolution de +1% en 25 ans. Mais ce scénario qui tend à valider à terme la stabilisation de la population départementale, masque des évolutions géographiques contrastées : 110 000 habitants dans le groupe "est" en 2030, soit un gain de près de 8% par rapport à 2006 ; 86 000 habitants dans le groupe "ouest", soit une baisse de 6%. Les gains des communes du groupe "est" viendraient donc compenser les pertes de celles du groupe "ouest".

Le second élément à prendre en compte est la déformation attendue de la pyramide des âges. L'arrivée dans les classes d'âge supérieures des enfants du baby-boom et le départ des jeunes de 18 à 25 ans vont

en effet accentuer le vieillissement général de la population. La Meuse, comme nombre de départements français, aura à gérer une population où à la fois le nombre et la part des personnes âgées seront plus importants : 34 700 personnes de 65 ans et plus en 2006 (soit 18%), 51 300 en 2030 (soit 26%). À cet horizon de 25 ans, le groupe "ouest" serait le plus touché par le vieillissement (29% de 65 ans et plus), le groupe "est" restant dans une proportion proche de celle prévue en Lorraine (24%).

Nécessité d'une économie productive, surtout à l'ouest du département

Maintenir un bon niveau d'offres de services dans les domaines de la santé, de la culture, de l'administration et des transports, mais aussi des commerces et équipements attractifs, des réseaux routiers entretenus, etc., est essentiel pour que la Meuse continue à tirer parti de ce qui est aujourd'hui un de ses atouts : l'économie résidentielle. Cette dernière peut en effet être source de créations d'emplois dans les services à la personne et, lorsqu'elle concerne les plus âgés, source de nouveaux besoins en logements adaptés et en établissements spécialisés.

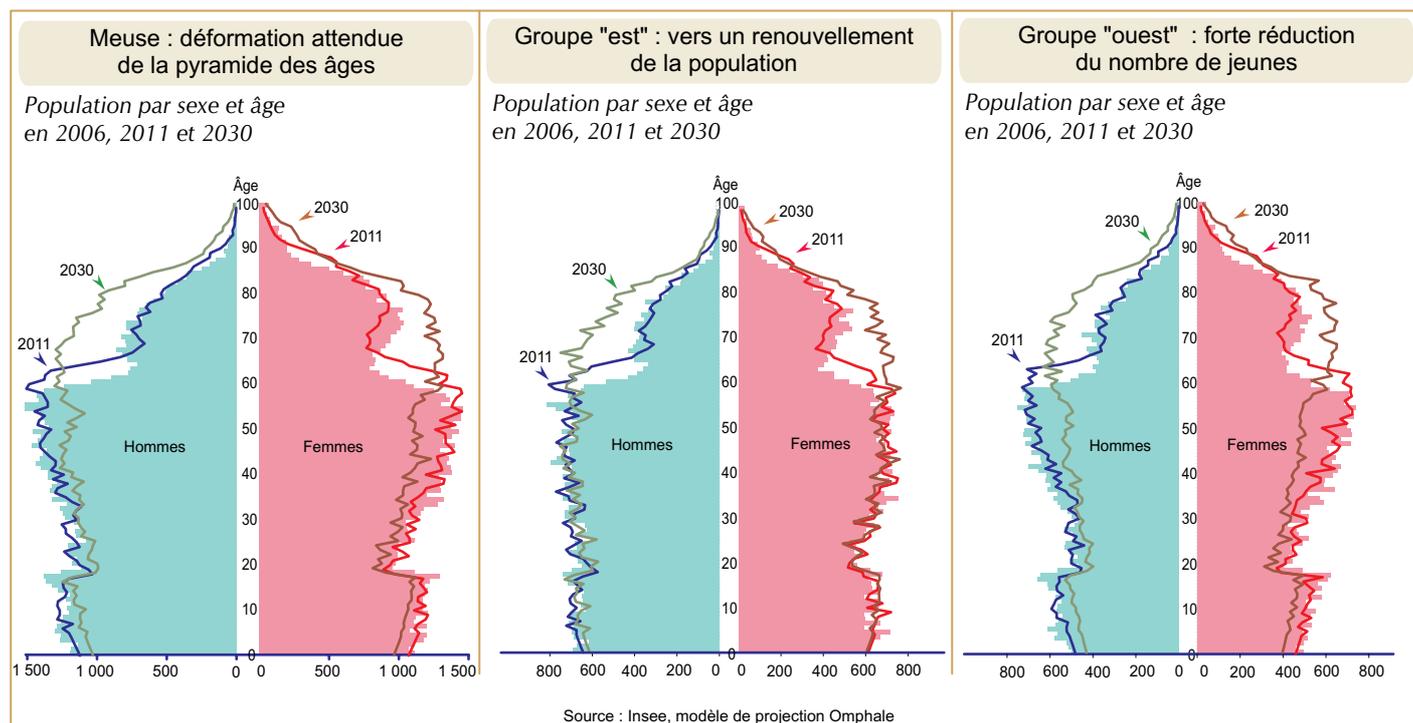
Autant d'opportunités de nouveaux emplois qui peuvent attirer de nouvelles populations, ou maintenir sur place une partie des plus jeunes, tout en évitant de transformer la Meuse en un désert vert (l'Argonne ne compte plus actuellement par exemple que 13 habitants au km²), et en limitant la multiplication et l'allongement des déplacements des personnes pour se rendre à leur travail.

Mais ce positionnement sur l'économie résidentielle où la qualité de vie est un élément recherché, reste limité à la façade est du département et au sud du Barrois, et il est peu probable qu'un moteur extérieur champardennais vienne enclencher le même processus sur la façade ouest éloignée de la dynamique du Sillon mosellan et des pays frontaliers.

Dès lors, la Meuse, et particulièrement sa partie ouest, a besoin d'une politique volontariste de soutien de son tissu productif existant et de valorisation de son potentiel agriculture-forêt-industrie-administration-tourisme historique, ainsi que du développement de nouvelles activités économiques sur son territoire, pour contredire ces projections démographiques pessimistes et s'assurer un avenir.

■ Mireille FLORÉMONT

■ Philippe DEBARD



Savoir plus :

- Nouvelles ruralités en Lorraine : un "désir de campagne" limité à quelques espaces résidentiels et récréatifs, Insee, Économie Lorraine n°205-206, février 2010

- La BA128 : un gros employeur de la zone d'emploi messine, Insee, Économie Lorraine n°203 bis, janvier 2010

- Restructurations militaires dans la zone d'emploi de Metz : une évaluation pour la reconversion des personnels, Insee, Économie Lorraine n°203, janvier 2010

- Écoscopie de la Meuse : le rebond démographique, prélude au rebond économique ?, Insee, Économie Lorraine, n° hors série 6, décembre 2006

Site internet : www.insee.fr

Ministère de l'Économie,
de l'Industrie et de l'Emploi

Insee

Institut National de la Statistique et des Études Économiques Direction Régionale de Lorraine

15, rue du Général Hulot
CS 54229

54042 NANCY CEDEX

Tél : 03 83 91 85 85

Fax : 03 83 40 45 61

www.insee.fr/lorraine

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Jean-Paul FRANÇOIS
Directeur régional de l'Insee

COORDINATION RÉDACTIONNELLE

Christian CALZADA
Gérard MOREAU

RESPONSABLE ÉDITORIALE ET RELATIONS MÉDIAS

Brigitte VIENNEAUX

RÉDACTRICE EN CHEF

Agnès VERDIN

RÉALISATION DE PRODUITS ÉDITORIAUX

Édith ARNOULD

Marie-Thérèse CAMPISTROUS

ISSN : 0293-9657

© INSEE 2010

Enjeux

À "l'est" :

- Consolidation de la base résidentielle,
- Réaffirmation de l'amarrage au Sillon mosellan et aux pays frontaliers (emplois),
- Et amorçage d'un cercle vertueux d'économie productive.

À "l'ouest" :

- Préservation d'une base productive fragile :
 - * Pour un développement endogène,
 - * Pour une fixation, voire un renouvellement de population qui anticipe et conjure l'hyper-
vieillesse.

À "l'est" et à "l'ouest" :

- Sous contrainte de développement durable :
 - * Maîtrise de l'artificialisation des sols,
 - * Choix judicieux de spécialisation sur des avantages comparatifs territoriaux et structu-
rels : pôles productifs d'avenir (modèle Bure, matériaux et IAA...);
- Un point de vigilance à la pauvreté notamment laborieuse ;
- Une période périlleuse, la crise économique : opportunités et menaces.

Source : Le recensement de la population

La population statistique correspond désormais à la notion de population municipale. En effet, elle ne comporte pas de doubles comptes : chaque personne vivant en France est comptée une fois et une seule. En 1999, c'était le concept de population sans doubles comptes qui correspondait à la notion de population statistique.

La population municipale comprend les personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans-abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.

Ce concept diffère sur certains points de celui en vigueur lors du recensement de 1999. Les principaux changements concernent :

- Les **étudiants majeurs** vivant en internat dans un établissement d'enseignement situé dans la commune mais ayant leur résidence familiale dans une autre commune : ils sont désormais comptés dans la population municipale de la commune d'études ; en 1999, ils étaient comptés dans la population municipale de la commune de leur résidence familiale ;
- Les **militaires** logés dans un établissement militaire (casernes, quartier, base, camp militaire...) situé dans la commune et ayant une résidence personnelle dans une autre commune sont désormais comptés dans la population municipale de la commune sur laquelle est situé l'établissement militaire ; en 1999, ils étaient comptés dans la population municipale de la commune de leur résidence personnelle.
- Les personnes **détenues** dans un établissement pénitentiaire de la commune sont désormais comptées dans la population municipale de cette commune ; en 1999, elles faisaient partie de la population comptée à part de cette même commune.
- Les élèves ou **étudiants mineurs** ayant leur résidence familiale dans la commune et logés dans une cité universitaire (ou un foyer d'étudiants, un logement) situé dans une autre commune sont comptés désormais dans la population municipale de la commune de leur résidence familiale. En 1999, ils l'étaient dans la population municipale de leur commune d'études.

Sur l'ensemble de la population française, l'impact de ces changements de concepts est faible. En revanche, localement, l'incidence peut être notable en particulier pour les communes sièges d'un établissement d'enseignement avec internat, d'une structure militaire ou d'un établissement pénitentiaire dont les effectifs sont importants au regard de la population de la commune. L'interprétation des évolutions depuis 1999 doit en tenir compte.

Population stable : population ayant déclaré au moment du recensement habiter le même logement, ou la même commune, ou une autre commune du même groupe, cinq ans auparavant.

Immigrant : personne ayant déclaré au recensement de la population habiter cinq ans auparavant une commune hors du groupe étudié.

Navetteur : un navetteur, ou **migrant-alternant**, est une personne qui effectue des déplacements réguliers (quotidiens, hebdomadaires...) pour se rendre de son lieu de résidence à son lieu de travail.